

Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par :

X

X

Dijon, le 2 1 JAN. 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Directeur de l'AHBFC
Rue Justin et Claude PERCHOT
70160 ST REMY-EN-COMTE

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles — N ° FINESS 700003759 - EHPAD LA CHENAIE - ST REMY-EN-COMTE

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 24 octobre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 5 prescriptions et 6 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 14 novembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 24 octobre 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : XXXX

Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

... d'un recours gracieux à mon attention, ... d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, ... d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécourts citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général

Copies à :

Monsieur le Directeur
700003759 - EH PAD La Chenaie
Le Breuil
70160 ST REMY-EN-COMTE

Monsieur le président du
Conseil départemental de la Haute-Saône
Direction de la solidarité et de la santé publique
23 rue de la Préfecture
C.S. 20349
70006 VESOUL Cedex

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures :	09/01/2025 XXXX XXXX	Nom établissement :	EHPAD LA CHENAIE
Affaire suivie par :		Adresse :	LE BREUIL
		Code postal :	70160
		Commune :	ST REMY EN COMTE

Prescriptions									
Nb	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Poursuivre une démarche active de recrutement d'un temps de médecin coordonnateur (disposant de la qualification requise) en conformité avec la capacité de l'établissement et proposer, dans l'intervalle, proposer une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes	Article D312-156 du CASF Article D312-157 du CASF Article D312-159-1 3° CASF	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées	E4 E5	N		La mission a pris connaissance de l'argumentaire et des éléments de preuve fournis par la structure. En date du 09/01/2025, le stage du médecin est terminé et selon les éléments fournis, il n'y a pas au sein de la structure, présence d'un médecin coordonnateur. La prescription est modifiée et notifiée
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d' AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ;	Article L311-3 du CASF Article L312-1 II al 4 du CASF Article D312-155-0 II du CASF Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/06/2025 (AS/FFAS/AES/ASG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	E3 E7 R7	N		la mission a pris connaissance des éléments fournis par la structure et de son argumentaire. La prescription est modifiée et notifiée dans l'attente des autres éléments
3		Demander à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire ou de renouveler leur inscription à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois		E6	O	09/01/2025	la mission a pris connaissance des éléments fournis par la structure et de son argumentaire. Elle sensibilise la structure sur la nécessité de s'assurer de l'inscription à l'ordre pour toute embauche de personnel IDE. La prescription n'est pas notifiée
4		Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements.	Article 434-3 du CPP Article L313-24 du CASF	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	E2	O	09/01/2025	la mission a pris connaissance des documents transmis et de l'argumentaire: le règlement intérieur ne mentionnent pas la protection des salariés quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements mais le règlement de fonctionnement mentionne cette protection. La prescription n'est pas notifiée
5		Revoir les modalités de délégation et de signature du directeur.trice de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement le pilotage opérationnel de la structure. La délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la directrice, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D312-176-5 du CASF	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisée	E1	O	09/01/2025	la mission a pris acte des documents transmis

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures :09/01/2025

Nom établissement :EHPAD LA CHENAIE

Adresse :LE BREUIL

Affaire suivie par :XXXXXXXXX Code postal :70160 Commune : ST REMY EN COMTE

Recommandations							
Nb	1	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1	Assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.		RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R3	O	09/01/2025	la mission a pris acte des documents transmis par la structure. La recommandation est levée , toutefois elle encourage la structure à mettre à jour le règlement intérieur qui date de 2015.
2	XXXXXXXXXX		RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R6	O	09/01/2025	La mission a pris connaissance des documents; La recommandation est levée
3	Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.			R5	O	09/01/2025	La mission a pris connaissance des documents; La recommandation est levée
4	Elaborer une fiche de poste pour la fonction de direction en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM/HAS. Assurer la concordance entre la fiche de poste et le délégation du pouvoir et de signature du directeur		RBPP : bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008, partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1	O	09/01/2025	La mission a pris connaissance de l'argumentaire , la mission sensibilise la structure sur la concordance entre la fiche de poste et la nouvelle délégation de pouvoir de la directrice.
5	Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations signifiantes prises par la direction, auprès des personnels.		RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2	O	09/01/2025	La mission a pris connaissance des comptes rendus des réunions d'encadrement de février mars et avril 2024.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures :	09/01/2025	Nom établissement :	EHPAD LA CHENAIE
		Adresse :	LE BREUIL

Affaire suivie par : XXXXX Code postal : 70160 Commune : ST REMY EN COMTE

Recommandations							
Nb	1	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
6		Formaliser et mettre en œuvre une procédure d'admission et d'accueil pour les nouveaux professionnels afin de faciliter leur intégration et leur adaptation à la population accueillie au sein de l'EHPAD.	RBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008	R4	N		La mission a pris connaissance de l'argumentaire et des documents transmis